



## Élections fédérales 2011

Dans le cadre des élections fédérales de 2011, la CAA a demandé aux cinq principaux partis de communiquer publiquement leur opinion à l'égard de certaines des grandes préoccupations de ses membres :

1. Leur engagement financier pour l'amélioration future des infrastructures
2. Les solutions éconergétiques qu'ils prévoient offrir aux automobilistes canadiens
3. Leur plan concernant les frais aéroportuaires et les autres taxes imposées aux passagers aériens

La CAA travaillera de concert avec le gouvernement qui sera élu, de même qu'avec les partis de l'opposition, dans le but de défendre les intérêts de ses membres concernant ces enjeux et les autres sujets qui leur tiennent à cœur.

<b>1. Alors que les mesures de stimulation de l'économie actuelles tirent à leur fin, quel engagement financier votre parti est-il prêt à prendre pour assurer l'amélioration future de l'infrastructure routière au Canada?</b>				
<p>Un gouvernement conservateur ne couperait pas dans les transferts aux provinces et présenterait des mesures législatives visant à créer un fonds permanent lié à une taxe sur l'essence et dédié aux municipalités; celles-ci auraient ainsi accès à une source de revenu stable et prévisible pour renouveler les infrastructures locales.</p> <p>Un gouvernement conservateur continuerait également d'investir dans les infrastructures commerciales et de transport en misant sur les protocoles d'entente visant à développer l'initiative de la Porte continentale et du Corridor de commerce Ontario-Québec et à lancer une initiative semblable pour la région de l'Atlantique.</p>	<p>Des infrastructures modernes et efficaces favorisent une économie productive et une qualité de vie supérieure. Des investissements bien ciblés peuvent réduire la pollution, diminuer la congestion dans nos villes, et rendre du même coup notre économie plus compétitive.</p> <p>Un gouvernement libéral fera preuve de leadership et travaillera avec les autres niveaux de gouvernement et le secteur privé pour mettre en place une stratégie canadienne de transport et d'infrastructure misant sur les bénéfices économiques à long terme. Une des priorités de cette stratégie sera l'investissement dans les autoroutes et les grands axes routiers servant au commerce international et régional, de même qu'au développement économique.</p>	<p>S'il est élu, le NPD élaborera un plan d'infrastructure stable et prévisible qui intégrerait la résolution de respecter les engagements actuels en matière de financement de l'infrastructure, notamment ceux établis en vertu du Fonds Chantiers Canada.</p> <p>Afin de consolider et de développer les réseaux de transport en commun de l'ensemble du Canada, le NPD établirait une stratégie nationale de transport en commun basée sur un mécanisme de financement durable, prévisible et à long terme.</p> <p>De plus, le NPD augmenterait le financement accordé aux systèmes de transport en commun des municipalités en ajoutant un cent supplémentaire à la taxe sur l'essence.</p>	<p>Le Bloc Québécois demande au gouvernement fédéral de regrouper ses programmes sous la forme d'un fonds de transfert unique et inconditionnel afin de respecter les compétences du Québec et des provinces.</p> <p>Le Bloc Québécois fera également pression sur le gouvernement fédéral afin que les investissements en infrastructures soient modifiés de façon à tenir compte de la capacité des différentes instances : le gouvernement fédéral assumerait 50 % des dépenses, alors que le Québec et les provinces en assumeraient 35 % et les municipalités, 15 %, ce qui représenterait un juste reflet des capacités financières de chacun.</p>	<p>Le Parti Vert du Canada croit que deux initiatives importantes doivent être mises en œuvre afin d'améliorer le réseau routier au Canada. D'une part, il faut accorder aux municipalités un financement stable afin qu'elles puissent investir dans les infrastructures essentielles. D'autre part, il faut cesser de se concentrer sur les routes et les autoroutes, et plutôt investir dans les infrastructures ferroviaires.</p> <p>Nous prônons la création d'un nouveau fonds pour les infrastructures municipales; à cette fin, nous modifierions les règles fiscales afin de permettre aux municipalités d'émettre de nouvelles obligations municipales aux fins des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER).</p> <p>Par ailleurs, nous proposons de mettre sur pied six fonds spéciaux pour les municipalités afin de remplacer le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.</p>



**2. Quelles mesures votre parti appuie-t-il pour encourager les Canadiens à adopter une conduite éconergétique et pour accroître l'accessibilité aux véhicules éconergétiques comme les voitures hybrides et les voitures électriques?**

Un gouvernement conservateur ferait fond sur ses réalisations passées, notamment par l'établissement de règlements, pour augmenter la teneur de carburant renouvelable dans l'essence et pour réduire les émissions d'échappement.

Le financement du programme d'assainissement de l'air serait renouvelé et un accent particulier serait mis sur les mesures réglementaires, qui deviendraient la pierre d'assise de l'approche canadienne en matière de changement climatique et d'air pur; 48 millions de dollars seraient consacrés à l'élaboration de règlements pour le secteur des transports et d'une nouvelle génération d'initiatives pour des transports propres.

Une grande partie de la solution canadienne en matière d'énergie propre consiste à mettre en œuvre des mesures éconergétiques pratiques qui entraîneront des économies pour les familles. Une part importante de la transition vers une économie plus éconergétique s'effectuera certainement en aidant les familles canadiennes à adopter une conduite plus efficace.

Étant donné la place importante qu'occupent l'économie d'énergie et la réduction des émissions de carbone dans notre politique environnementale, un gouvernement libéral tiendra des consultations avec tous les intervenants qui ont un rôle à jouer pour effectuer la transition du Canada vers cette nouvelle économie.

Mettre en œuvre des mesures concrètes visant à rendre le Canada plus propre et à lutter contre les changements climatiques constitue l'une des grandes lignes de la plateforme du NPD.

Le NPD redirigerait, partout au pays et de manière équitable, les revenus provenant de la vente de permis d'émissions.

Ces fonds serviraient aux investissements dans les technologies durables, la conservation éconergétique commerciale et résidentielle, le transport en commun, le développement des énergies renouvelables et la transition des travailleurs vers l'économie durable.

Le Bloc Québécois propose la mise en place d'un étiquetage éco-éconergétique obligatoire des véhicules neufs ou usagés.

Le Bloc propose aussi la bonification du programme de remise pour ceux qui optent pour des véhicules à haut rendement éconergétique, toujours jumelé à une surtaxe sur les grosses cylindrées.

En ce qui concerne les véhicules électriques, le Bloc demande plus de soutien à la recherche et au développement, la mise en place d'une fiducie pour soutenir les municipalités dans l'implantation de bornes de rechargement, et la stimulation de l'achat de véhicules électriques en remettant en place les incitatifs.

S'il est élu, le Parti Vert du Canada adoptera des mesures pour encourager les consommateurs à acheter de nouveaux véhicules éconergétiques et inciter l'industrie automobile à construire de telles voitures.

Un gouvernement Vert accorderait des déductions fiscales aux constructeurs de véhicules éconergétiques seulement; mettrait en place des mesures incitatives visant les constructeurs canadiens de voitures électriques et de voitures hybrides rechargeables; créerait un organisme qui établirait un fonds de transition équitable destiné au secteur de l'automobile; et financerait ces mesures au moyen d'une taxe appliquée à toutes les ventes de véhicules non-éconergétiques au Canada.

**3. Les taxes élevées sur les voyages en avion demeurent une préoccupation pour les Canadiens. Quelles mesures votre parti prévoit-il mettre en œuvre concernant les frais aéroportuaires et les autres taxes imposées aux passagers aériens?**

Le gouvernement conservateur aura investi plus de 2 milliards de dollars d'ici 2015 pour améliorer les systèmes de sécurité du secteur aérien. S'il est réélu, le gouvernement conservateur ne montera pas la taxe sur la consommation ni le taux d'imposition des familles.

En 2005, le gouvernement libéral fédéral a baissé le montant des baux des aéroports pour alléger leur fardeau financier. Le Parti libéral veut apporter une série d'améliorations à la situation des voyageurs aériens. Nous demeurons ouverts à explorer avec les intervenants les options possibles pour réduire les taxes associées aux voyages aériens.

Pas de réponse.

Le Bloc Québécois propose de mettre en place un programme d'aide pour les petits aéroports pour assurer la pérennité de leurs infrastructures et maintenir un niveau de sécurité acceptable sans relier toute la facture aux usagés via des taxes; d'abolir la taxe sur la sécurité aérienne pour les vols en région; et de réduire de 50 % la taxe d'accise sur l'essence des transporteurs aériens.

Le transport aérien est à la fois dispendieux et néfaste pour l'environnement. Un meilleur réseau ferroviaire rendrait le Canada plus compétitif sur le plan économique et engendrerait la création de milliers d'emplois.